

ces mouvements de protestations que le Monde arabe a connu ces deux dernières années, est que ces expressions de refus de l'ordre établi sont l'émanation de groupes composites et divers ayant une seule conviction commune : la politique suivie dans ces pays est loin de répondre à leurs aspirations et à leurs attentes. Le discrédit est souvent passé de la politique aux politiciens.

Dans ces protestations, plus que le « social », il y a de l' « identitaire »¹. Ce mouvement de protestation de masse tend de réduire le fossé entre un « Etat » acculturé, se voulant « nationaliste » et une « société » d'une culture forte², ou en d'autres termes un « Etat faible face à une culture forte ». Toute la compétition politique dans pays arabo-musulmans depuis leur indépendance est cette lutte incessante entre : un Etat qui se veut fort adoptant un effort incessant visant à atténuer la prégnance de la culture de contestation sociale ambiante.

Nous avons assisté à une véritable dialectique dans la configuration des Etats dans ces pays entre un nationalisme transcendant les dissensions domestiques et des mobiles religieux fortement mobilisateurs. Ces éléments constitutifs de l'épaisseur étatique dans ces pays ont connu une alchimie changeante s'adaptant à un certain rapport de forces et aux intérêts en jeux.

Sur le plan intellectuel, force de constater que les pouvoirs en place dans ces sociétés y ont en partie réussi. Mais, la profondeur de la culture forte incarnée dans les méandres de la société civile était dans l'expectative, et lorsque certaines conditions (crise économique et financière, révolution des médias, masse critique des jeunes instruits, support externe) venaient à se réunir, le retour de manivelle fut entamé.

1 « La société musulmane est un Etat faible et une culture forte » in Gellner. E. 1996 « Condiciones de la libertad. La sociedad civil y sus rivales, Paidós, Barcelen.

2 « La relation que Gramsci établit entre ce qui est universel et ce qui est singulier assure la 'spécificité arabe' » in Maria-Angels Roque « La société civile au Maroc » Publisud-IEMed-Sochepress. 2004, p34.

Ce qui se passe aujourd'hui est l'inauguration sinon l'approfondissement d'un processus où l'Etat est entrain de se réconcilier – avec la souffrance de l'enfantement- avec sa société civile. C'est un processus long est douloureux. Les manifestations de ce trend sont la multiplication des consultations populaires, l'élaboration de nouvelles constitutions, la mise en place de comités et commissions chargés d'élaborer des règles législatives et politiques d'importance stratégique pour ces pays. Ici la société civile en tant que ensemble d'organisations et de mouvements spontanés à but non lucratif dont l'objectif est d'influence intellectuellement, idéologiquement et culturellement, la politique de l'Etat, prend toute son importance.

Certains pays de la rive sud de la méditerranée ont une certaine longueur (Maroc) d'avance sur les autres (Tunisie, Egypte, Yémen, Syrie..). Les supports traditionnels des Etats (notabilités locales, notables ruraux, Oulémas) sont en perte de vitesse par rapport à l'ascension d'autres forces politiques et sociales (ONG, activistes associatifs, personnalités indépendantes)

La pérennité et la persévérance de ce processus de contestation et de réforme/révolution nécessitent d'autres compétences que celles fort utiles de mobilisation et de protestation : une vision commune, une organisation disciplinée, un savoir-faire pour conduire les négociations et jeter les bases d'un nouvel ordre politique (nouvelle constitution, nouvelle civilité). En effet, ce mouvement est tiraillé entre une tendance moderniste (peu présente dans les mouvements de protestation) et une autre traditionaliste³ comblant une aspiration ontologique en sourdine des populations de ces pays.

La crise financière : composante nodale du « Printemps arabe ».

L'autre donne à laquelle, on a peu prêtée attention dans les analyses de ces changements n'est autre que l'impact de la crise financière et

3 Pour mesurer l'ampleur de la crise actuelle, il y a lieu de rappeler que l'effondrement des prix immobiliers se situe entre 16 et 35% aux Etats-Unis. Soit 6000 milliards de dollars de valeur nette d'hypothèques vite partis en fumée.

économique qui a touché de plein fouet l'espace euro-méditerranéen. La réflexion fut, principalement, focalisée sur les changements *politiques* et ses conséquences sur les reconfigurations des pouvoirs en place dans ces pays. Aujourd'hui, on se rend compte que la crise économique et financière a participé à la maturité des changements en cours.

En effet, l'espace euro-méditerranéen et plus précisément sud méditerranéen connaît des changements majeurs ces trois dernières années. Parallèlement au « Printemps arabe », et ses conséquences sur le plan politique et la chute de certains dictateurs qu'on croyait éternels, la crise internationale qui fut enclenchée par l'éclatement de la « bulle financière » continue d'impacter fondamentalement les équilibres fragiles des pays de la rive sud de la Méditerranée.

La crise des subprimes⁴ s'est vite transformée en une véritable crise économique, avec fermeture d'entreprises, augmentation de chômage, baisse de la consommation. Les seuls Etats Unis se sont portés garant de 6 000 milliards de crédits immobiliers ! La crise d'abord américaine s'est ensuite et rapidement débouchée sur une crise systémique de la finance internationale. Cette crise se monte à 31 554 milliards de dollars, soit 58% du PIB mondial.

L'impact de cette crise n'a pas tardé à se faire sentir avec force, à des degrés divers, au niveau des économies des pays sud méditerranéens. En effet, si ces pays ne constituent pas un bloc monolithique, il n'en demeure pas moins que la majorité d'entre eux, sinon tous, à divers degrés, en pâtissent.

Certes, les pays pétroliers ont pu y faire face avec moins de dégâts, (malgré le fait que le prix du pétrole brut a baissé de 50% entre 2008 et

4 Zo Randriamaro « L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales » Awid les droits des femmes. Article 10. <http://www.awid.org/fre/content/download/101345/1182035/file/Article%2010%20Afrique%20de%20l%20Est.pdf>

2009)⁵ ce n'est pas le cas d'autres pays qui ne disposent pas de denrées stratégiques à même de préserver leurs acquis dans le cadre des échanges internationaux⁶.

En fait, dans le cadre d'un monde asymétriquement interdépendant, la crise touchant initialement les pays développés, a vite impacté les pays du sud de la Méditerranée. Ceux-ci ont été d'autant plus touchés qu'ils entretiennent des liens forts avec le marché européen. Selon les rapports du FMI, seuls 11 % des pays du sud sont relativement insensibles à la crise, alors que le reste de ces pays reçoivent de plein fouet les retombées de la crise.

La contraction du marché des pays développés et la baisse de leurs besoins en biens agricoles, minières et manufacturiers sont senties avec force dans les comptes courants de ces pays. Les répercussions de la crise sur les pays du Sud sont aussi nombreuses que diverses. Parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

1. La baisse du volume et du niveau des prix des produits exportés par les pays du Sud Méditerranéens en direction des pays européens. En moins d'un an, le recul de ce commerce mondial des marchandises est d'au moins de 30%.
2. La forte baisse de prix des matières premières. En moins d'un an, elle se situe entre 30 et 50%.

5 L'impact de la crise devrait aboutir à une augmentation considérable du nombre de pauvres dans les PMA. En 2010, la crise devrait accroître le nombre de pauvres de plus de 8,8 millions dans les PMA africains, et de 0,7 million dans les PMA asiatiques, soit une hausse au total de 9,5 millions. Cf. Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS) 2009. « IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS » p 27.

6 UNCTAD « World Investment Report » Toward a new generation of investment policies 2012, p2

3. La montée du chômage dans les pays développés s'est traduite par un recul sensible des transferts des migrants vers leurs pays d'origine. Selon les données statistiques du FMI, ce recul est 25 % en Asie et 36 % en Afrique.
4. La chute des Investissements directs étrangers dans les pays du Sud et même un retrait des capitaux occidentaux cherchant à financer leurs besoins financiers dans leur pays d'origine. Cette baisse des flux d'Investissements directs étrangers est estimée à 23 % entre 2007 et 2011⁷
5. Le recul notable de l'Aide Publique au Développement au profit des pays du Sud. Ce recul est estimé à quelques 40 % de l'Aide prodiguée avant l'éclatement de la crise en 2007.⁸

7 Les pays donateurs devraient procéder à des ajustements budgétaires pour supporter le coût des mesures de relance économique. Ces ajustements pourraient entraîner une contraction de 20 à 40 % de l'APD, comme ce fut le cas lors de précédentes crises financières. Cf. Subha Nagarajan « Impact de la crise financière internationale sur les envois de fonds vers l'Afrique » Département de la recherche sur le développement Banque africaine de développement. Synthèse no 4, mai 2009

8 En 2000, l'Organisation des Nations unies a précisé le sens et les objectifs de l'aide publique au développement.

Au nombre de huit, les Objectifs du millénaire consistent surtout à parvenir à réduire de moitié la pauvreté dans le monde entre 2000 et 2015:

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim de moitié.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le sida, le paludisme et les autres épidémies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Partenariat pour le développement.

En fonction de leur degré d'ouverture à l'égard du marché mondial, les pays du Sud, avec des décalages plus ou moins importants, dans le temps, ne pouvaient pas en rester indemnes. Les objectifs du Millénaire pour le développement⁹ en ont pâti accusant, dans cette veine, quelques retards dans leurs réalisations¹⁰ et ce, en dépit de l'engagement des 140 Chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont réunis à l'ONU (New York) le 22 septembre 2010 de continuer leurs efforts malgré les « crises globales, des catastrophes naturelles et des conflits actuels »¹¹.

Cependant, force est de constater que l'Aide Publique au Développement nette reste encore en deçà des attentes (0,7 % du PIB des pays développés), elle a atteint en 2011, 134 milliards USD, représentant seulement 0.31 % du revenu national brut cumulé des pays donateurs.

9 « Les projections indiquent qu'en 2015 plus de 600 millions de personnes dans le monde n'auront toujours pas accès à une eau potable améliorée; près d'un milliard vivront avec moins de 1,25 dollar par jour; (...). La faim continue d'être un défi au plan mondial, et assurer que tous les enfants sont en mesure de terminer leur éducation primaire demeure une cible fondamentale, mais non atteinte, qui a un impact sur tous les autres objectifs. (...). La perte de la biodiversité se poursuit rapidement. Nous devons aussi reconnaître l'inégalité du progrès entre les pays et les régions, et les graves inégalités existant entre les populations, surtout entre les zones rurales et urbaines.

Réaliser les OMD d'ici à 2015 représente un défi qu'il est possible de relever. Beaucoup dépend de la réalisation de l'objectif 8 : Le partenariat mondial pour le développement. La crise économique actuelle, à laquelle une grande partie du monde développé est confrontée, ne doit pas ralentir ou inverser les progrès qui ont été réalisés »

Objectifs du Millénaire pour le développement Rapport de 2012. Nations Unies, New York, 2012, Avant Propos, Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies.

10 Discours d'ouverture (20 septembre 2010) d'Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

11 OCDE, L'APD en 2011,

Parallèlement, l'endettement public des pays de la rive sud de la méditerranée a connu une envolée assez significative depuis l'enclenchement de la crise financière internationale.

Evolution de la Dette publique de quelques pays du pourtour de la Méditerranée en US \$

	2008	2009	2010	2011
Maroc	16,537,669,000	19,217,591,000	21,045,362,000	22,323,675,000
Algérie	3,264,572,000	3,016,036,000	2,620,009,000	2,213,045,000
Tunisie	14,439,016,000	14,839,825,000	14,652,993,000	14,958,256,000
Mauritanie	1,668,918,000	1,839,678,000	2,174,058,000	2,379,708,000
Egypte	30,377,539,000	30,926,312,000	31,840,861,000	30,580,073,000
Jordanie	5,126,044,000	5,444,819,000	6,518,480,000	6,348,605,000
Liban	20,596,137,000	20,614,745,000	20,213,165,000	20,601,010,000

Source : Divers rapports Banque Mondiale

Cette tendance haussière de la dette publique de ces pays est concomitante à un recul significatif du volume des investissements étrangers dans ces pays comme en témoigne le tableau suivant :

Investissements étrangers dans quelques pays du MENA

	2008	2009	2010	2011
Algérie	2 675 000 000	3 053 000 000	2 331 000 000	2 720 539 623
Égypte	9 494 600 000	6 711 600 000	6 385 600 000	-482 700 000
Israël *	10 874 100 000	4 438 100 000	5 152 200 000	11 407 000 000
Jordanie	2 826 744 496	2 413 098 592	1 650 845 070	1 469 014 085
Liban	4 333 045 470	4 803 602 661	4 279 880 835	3 476 048 844
Libye	4 111 300 000	1 371 000 000	1 784 000 000	200 100 000
Maroc	2 466 288 357	1 970 323 920	1 240 626 688	2 521 364 645

Source : Divers rapports Banque Mondiale

* www.planet-expert.com/fr/pays/israel/investissement-direct-etranger-ide

6. L'essoufflement de la croissance du tourisme international. En effet, après avoir augmenté de 5 pour cent au premier semestre de 2008, la croissance des arrivées de touristes internationaux est devenue négative (-1 pour cent) au second semestre¹².

7. Le recul des subventions dont jouissent certaines denrées alimentaires de base dans ces pays. En fait, comme d'habitude, ce sont les secteurs sociaux qui connaissent la contraction budgétaire la plus importante. Cette crise touche principalement les couches vulnérables et notamment la gent féminine dont le taux de chômage a augmenté plus rapidement que celui de la frange masculine¹³.

Pistes de réflexion

Cette crise a montré, au grand jour, la profonde dissension entre les régulations politiques qui demeurent fondamentalement nationales face à une mondialisation du capitalisme qui, elle, prend une dimension transnationale. Elle a montré aussi que ce dont l'équilibre et le développement mondial a besoin ce n'est la *réglementation* fut-elle sophistiquée mais une véritable *régulation* – fonctionnement éthiquement correct- des rapports internationaux.

Il y a besoin urgent d'une plus grande discipline et responsabilité à la hauteur d'un monde globalisé : A un marché global, il y a nécessité d'une régulation globale. Or, aujourd'hui, force est de constater que le monde des finances et de l'économie manque atrocement de ces mécanismes de

12 L'aide pour le commerce : Panorama 2009 –Entretenir l'élan- OCDE/ OMC 2009, Chapitre 1 « L'impact de la crise économique sur l'Aide pour le commerce », p 25

13 Women's Working Group on Financing for Development, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>

régulation à l'échelle internationale. Certes les accords de Bâle¹⁴ tentent d'imposer certaines règles prudentielles aux banques, mais celles-ci plus puissantes et plus ingénieuses arrivent à atténuer l'impact de ces règles. Aussi, les pays européens, assez souvent, continuent dans les faits à agir selon des préoccupations teintées d'un nationalisme étriqué.

Au niveau des pays du Sud, il y a absence d'un minimum de solidarité face au poids pour ne pas dire diktat du capital financier international. Ces pays, exception faite de certains d'entre eux (surtout les pays émergents) ne disposent pas pour le moment d'une masse critique financière pour atténuer l'impact de la crise.

14 Depuis la fin du système de change fixe (Aout 1971) et la prise de conscience par les pays développés de l'imbrication et de la complexification du système bancaire international et la conviction du risque systémique, les décideurs politiques ont créé le Comité de Bâle en 1975 sous les auspices de la Banque des Règlements Internationaux. Ce Comité a institué les ratios prudentiels dits aussi ratio de solvabilité (ratio Cooke 1988, 1995).

Les dirigeants du G20 (composé des représentants des grandes banques centrales et des autorités prudentielles de 27 pays) ont appelé courant 2009 à la mise en place de nouvelles règles pour le secteur bancaire. Ces recommandations seraient la base des réglementations mises en place dans l'Union européenne et les Etats-Unis.

En 2006, dans le cadre de la réforme dite des accords de Bâle II, le ratio McDonough a succédé au ratio Cooke ; Censé permettre de mieux appréhender les risques bancaires et principalement le risque de crédit ou de contrepartie, son calcul repose sur une analyse du risque (« risk assessment ») des activités de crédit de la banque

Les textes définitifs détaillant la réglementation bancaire Bâle III ont été publiés par le Comité de Bâle le 16 décembre 2010.

Ces accords sont issus d'une réflexion amorcée en 2009 dans le but de :

1. Tirer les enseignements de la crise financière qui a débuté en 2007
2. Eviter qu'un tel phénomène ne se reproduise
3. Mettre en œuvre des mesures qui faciliteront la résilience du système bancaire en cas de difficulté.

Bâle III impose un renforcement de la liquidité bancaire afin d'éviter les tensions à l'échelle des établissements et du système et remédier aux asymétries de liquidité structurelle à plus long terme.

Les sociétés civiles de ces pays partenaires méditerranéens rencontrent des problèmes multiples dont les suivants :

- Une faible préparation à la « gestion des crises ». Elles ont été efficaces dans l'enclenchement des changements politiques d'envergure que connaissent leurs pays, mais par la suite, en tant qu'interlocuteurs, elles ont fait montre d'une grande carence à négocier le déroulement et le suivi des changements souhaités. Pis encore, d'autres forces politiques, ont pu récupérer les efforts déployés pour empêcher les véritables réformes qui s'imposent.
- Les populations dans ces pays, par manque de tradition démocratique et par un processus de dépolitisation ancestrale qui a sévit plusieurs décennies, ont eu du mal à conjuguer leurs efforts pour accélérer les processus du changement attendu.

Aussi ces pays ont entre eux, de faibles échanges¹⁵. La configuration des échanges des pays du Sud reste fortement dominée par leur rapport asymétrique avec les pays du Nord. Une partie du salut de ces pays réside dans la consolidation de leur marché intérieur. Celui-ci ne peut être attractif à l'égard des investisseurs européens qu'à partir du moment où il aura atteint un certain seuil en termes de pouvoir d'achat et d'environnement infrastructurel convenable.

Aussi, le climat des affaires est aussi une donne incontournable à un environnement sain et encourageant. Ici, la gouvernance démocratique dans ces pays seule à même de rendre le climat des affaires compétitif est une pièce maîtresse de tout développement durable et efficient.

15 A titre d'exemple, les 5 pays du Maghreb, ont un volume d'échange intra-maghrébin ne dépassant dans la meilleure des hypothèses 4% de leurs échanges avec le reste du monde.

In fine, la crise en dépit de son coût humain considérable pourrait être une opportunité historique de repenser notre paradigme de développement qui régit le monde. Ce paradigme ne cesse d'appeler une révision de ses fondements néolibéraux et la nécessité d'une régulation mondiale prenant en compte le sens d'un développement humain et solidaire.



(L to R) Prof. Fouad Ammor conversing with Prof. Dr. Stephen Calleya and Amb. Dr. Heinrich Kreft, during the Seminar in Malta: Civil Society and Democratisation in Societies in Transition